

Comme je l'ai mentionné il y a quelques instants, les liens de plus en plus nombreux qui se sont tissés entre le Nord et le Sud ont amené l'interdépendance. Ces transferts sont de moins en moins unidirectionnels. Les déséquilibres ne sont plus aussi aigus. À cet égard, je crois que les pays développés ont adopté vis-à-vis de la réalité de l'interdépendance globale un changement de perception d'une importance considérable. Le rapport Brandt publié récemment a contribué à cet état de choses, et je crois que cette perception nouvelle est en elle-même source d'espoir.

Il est clair que des parties importantes du Sud, et particulièrement les pays les plus pauvres, requerront pendant longtemps encore une aide directe au développement. Ces pays sont le moins en mesure de tirer profit de l'application des nouvelles technologies et des changements possibles au sein des institutions internationales et des systèmes d'échanges et de paiements qui pourraient résulter des négociations Nord-Sud. La structure de leurs économies est telle que leurs besoins les plus pressants diffèrent largement de ceux des pays en développement plus avancés.

Les programmes d'aide bilatérale

En ce qui concerne les efforts canadiens d'aide au développement, je pense que nos programmes d'aide continueront d'être focalisés sur les pays les plus pauvres. Nous concentrons de plus en plus nos efforts dans nos propres secteurs de compétence, où nous pouvons apporter la contribution la plus valable. Les programmes d'aide bilatérale seront axés sur trois secteurs prioritaires : l'agriculture, l'énergie et les ressources humaines, là où les capacités canadiennes fondées sur la compétence canadienne s'harmonisent le mieux avec les besoins futurs des pays en développement.

Je prévois que les formes traditionnelles d'aide — aide alimentaire et importants projets d'infrastructure — continueront de céder le pas aux formes d'aide axées sur une mise en valeur plus grande des compétences humaines.

La possibilité d'une crise alimentaire dans les années 80 est réelle. Bien que le commerce international des produits alimentaires se soit accru très sensiblement ces dernières décennies, il est troublant de constater que nombre de nations auparavant autosuffisantes en produits de première nécessité — et qui en étaient même exportatrices — soient maintenant tributaires des importations. En ce qui concerne l'aide alimentaire, l'objectif général des nouveaux projets du Canada est d'aider les pays les moins avancés à s'auto-provisionner en denrées alimentaires et en divers facteurs de production agricole comme les semences et les engrais, de sorte qu'ils puissent briser leur dépendance à l'égard des importations agricoles. En 1975, 6 p. 100 de notre aide bilatérale était consacrée à cette forme d'aide ; en 1981, ce taux est passé à 25 p. 100, et on prévoit d'autres accroissements encore plus importants.

L'énergie est une deuxième grande priorité pour le Canada. Quelque 20 p. 100 de notre aide bilatérale est maintenant affectée à des projets liés à l'énergie. Nos principales contributions à cet égard ont touché les secteurs de l'hydro-électricité et de la foresterie, bien que diverses nouvelles voies d'aide aient été ouvertes. Mentionnons à cet égard Petro-Canada International, une facilité d'aide d'urgence à la balance des paiements, et plusieurs autres nouveaux mécanismes.

Deux milliards et demi des habitants les plus démunis de la planète, qui vivent en